Evo Morales : d'agitateur syndicaliste à héros charismatique

Christine Delfour

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/agedor/756>

DOI : 10.4000/agedor.756

ISSN : 2104-3353

Éditeur

Laboratoire LISAA

Référence électronique

Christine Delfour, « Evo Morales : d'agitateur syndicaliste à héros charismatique », *L'Âge d'or* [En ligne], 6 | 2013, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/agedor/756> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/agedor.756>

Christine DELFOUR

Université de Paris Est Marne la Vallée LISAA/EMHIS EA 4120

EVO MORALES : D'AGITATEUR SYNDICALISTE À HÉROS CHARISMATIQUE

Résumé : L'élection d'un Indien – Evo Morales Ayma – à la présidence de la Bolivie (décembre 2005), bouleverse l'histoire politique de ce pays andin. Evo Morales, à la fois *cocalero*, aymara, paysan, indien, socialiste, révolutionnaire devient le symbole de la rupture avec l'ordre imposé, en 1825, par les fondateurs de la République, où une minorité blanche concentre tant le pouvoir politique que le pouvoir économique et où la majorité indienne et métissée est exclue. Les origines ethniques et sociales et le charisme personnel du dirigeant politique, une fois élu, transforment le personnage en un symbole, une icône, un mythe relayé par les médias (cinéma, télévision, radio, presse, Internet). Nous essaierons, dans une première partie, de synthétiser les raisons politiques et sociales qui ont amené Evo Morales à incarner la rupture. Nous analyserons de quelles façons s'articulent les relations entre le parti de gouvernement (le MAS) et les mouvements sociaux qui sont autant de « marqueurs » du leadership d'Evo Morales que nous qualifions, dans une seconde partie, de « charisme situationnel ». Enfin, à travers le cinéma, lieu – avec les médias – aujourd'hui des constructions sociales, nous montrerons comment le personnage d'Evo Morales se transforme en une icône et en l'ordonnateur d'un nouvel imaginaire social et politique

Mots-clés : Bolivie, charisme, leadership, indien, mouvements sociaux, État plurinational, cinéma.

Resumen : La elección a la Presidencia de la República de Bolivia (diciembre de 2005) de un indio – Evo Morales Ayma – trastorna la historia política de este país andino. Evo Morales, a la vez *cocalero*, aymara, indio, socialista, revolucionario se transforma en el símbolo de la ruptura con el orden impuesto, en 1825, por los próceres de la República donde una minoría blanca concentra tanto el poder político como el poder económico y donde la mayoría india y mestiza se encuentra excluida. Los orígenes étnicos y sociales así como el carisma del dirigente político, una vez electo, convierten al personaje en un símbolo, un icono, un mito amplificado por los medios de comunicación (cine, televisión, radio, prensa, Internet). Trataremos, primero, de sintetizar las razones políticas y sociales que llevaron Evo Morales a encarnar la ruptura. Analizaremos luego de qué manera se articulan las relaciones entre el partido en el gobierno (MAS) y los movimientos sociales que expresan el liderazgo de Evo Morales que calificamos, en una segunda parte, de “carisma situacional”. Finalmente, a través del cine, hoy día, ámbito de las construcciones

sociales, mostraremos cómo el personaje de Evo Morales se vuelve un ícono y “ordenador” de un nuevo imaginario social.

Palabras clave : Bolivia, carisma, liderazgo, indio, movimientos sociales, Estado plurinacional, cine

Evo Morales Ayma est assurément l’homme politique bolivien qui marque ce début de XXI^e siècle tant par ses origines indiennes que par son charisme. Il occupe la scène politique nationale et – nouveauté pour un dirigeant bolivien – la scène politique internationale. Artisan et symbole du processus de refondation, il a gagné les élections présidentielles en décembre 2005 à la majorité absolue pour la première fois dans l’histoire républicaine du pays avec 53,7% des voix. Réélu en décembre 2009 avec une majorité encore plus écrasante (63%), Evo Morales briguera, confiant, un troisième mandat non sans avoir fait quelques entorses à la Nouvelle Constitution Politique de l’État¹ qui crée un « État Unitaire, Social de Droit Plurinational Communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, interculturel, décentralisé et avec des autonomies ».

C’est vrai que la victoire du MAS-IPSP (Movimiento hacia el socialismo-Instrumento Político para la Soberanía de los Pueblos) donne une visibilité nouvelle à la Bolivie. Ce pays, aujourd’hui considéré comme un laboratoire politique², expérimente un processus original de réorganisation de l’État et de la société, un processus de « refondation », non exempt de tensions, de conflits ni de risques mais un processus qui se veut intégrateur et révélateur de la pluralité culturelle et ethnique. Evo Morales est l’artisan, le symbole, l’acteur principal de la rupture. Il en est également le héros magnifié par de nombreux documents et de fictions consacrés exclusivement à son parcours personnel et politique : depuis Jorge Sanjinés, qui prophétisait, en octobre 2003, qu’Evo Morales serait « un acteur de l’épopée aymara » dans le document fiction *Presidentes de latinoamérica* (2009) en passant par *Volveré y seremos millones* (2008) documentaire de Jorge Fuentes où se déroule la légende d’Evo Morales depuis son origine géographique et ethnique puis, par *Evo Pueblo* de Tonchy Antezana (2011), une sorte de fiction non autorisée du premier président indien de Bolivie, le personnage d’Evo, (qui n’est déjà plus Morales) à la fois *cocalero*, aymara, paysan, indien, socialiste, révolutionnaire se transforme entre fiction et témoignage personnel en un symbole, une icône, un mythe.

Nous essaierons, dans une première partie, de synthétiser les raisons politiques et sociales qui ont amené Evo Morales à incarner la rupture. Nous analyserons de quelles façons s’articulent les relations entre le parti de gouvernement (le MAS) et les mouvements sociaux qui sont autant de « marqueurs » du leadership d’Evo Morales que nous qualifions, dans une seconde partie, de « charisme situationnel ». Enfin, à travers le cinéma et les médias, lieux aujourd’hui des constructions sociales, nous montrerons comment le personnage d’Evo Morales se transforme en une icône et en l’ordonnateur d’un nouvel imaginaire social et politique.

I. De l’effondrement de l’ordre ancien à l’émergence du MAS.

¹ NUEVA CONSTITUCION POLITICA DEL ESTADO, Artículo 1, Capitulo primero « Modelo de Estado », Primera parte. Bases fundamentales del Estado, derechos, deberes y garantías, Título 1. Référendum du 7 février 2009.

² « Bolivia se ha convertido en un gran taller político social cuyo protagonista principal es Evo Morales cuyo liderazgo se consolida a medida que se va avanzando. », in MAYORGA Fernando, *Antinomias. El azaroso camino de la reforma política*, CESU, UMSS, Cochabamba, 2009, p.iii.

Le triomphe d'Evo Morales fait date dans l'histoire du pays pour deux raisons : d'abord, parce qu'il clôt un cycle démocratique amorcé en 1982, dominé par des coalitions de gouvernement moyennant des alliances partisans, parfois contre nature, en l'absence d'une majorité absolue aux élections ce que les politologues boliviens définissent comme « la democracia pactada »³. Ces pactes sont révélateurs de l'usure des partis traditionnels qui ont émergé au cours de la révolution nationaliste de 1952 et de leurs héritiers de « seconde génération » comme, par exemple, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). De plus, ces coalitions ont appliqué à la lettre les consignes du Fonds monétaire international (FMI) généralisant une politique économique néolibérale qui a imposé l'ajustement structurel et renforcé la capitalisation des entreprises publiques⁴.

Lors de son premier discours d'investiture (janvier 2006), Evo Morales dénonçait cette situation⁵:

No es posible que algunos sigan buscando saquear, explotar, marginar. No solo nosotros queremos vivir bien, seguramente algunos tienen derecho a querer vivir mejor, tienen todo el derecho de vivir mejor, pero sin explotar, sin robar, sin humillar, sin someter a la esclavitud. (...) Permanentemente antes se hablaba de democracia, se luchaba por la democracia, se hablaba de pacto por la gobernabilidad. En el año 1997 cuando llegué a este Parlamento que he visto personalmente, ningún pacto por la democracia ni por la gobernabilidad, sino los pactos de la corrupción (...), la forma de cómo engañar al pueblo, la forma de cómo subastar al pueblo. Nos dejaron un país loteado, un Estado loteado, un país subastado.

*Un indigène au Palacio quemado*⁶. La seconde raison du triomphe d'Evo Morales est que sa victoire met fin à un système – formel et informel – d'exclusion politique des Indiens qui remonte à la fondation de la République. La présence d'un Indien à la plus haute instance du pays balaie un préjugé colonialiste qui pensait inconcevable l'élection d'un Président d'origine indienne. Argument qui s'ajoutait aux différences idéologiques et politiques classiques. Il est vrai que le poids des croyances dans une société qui se reproduit avec ces atavismes est énorme parce que ce ne sont pas les jugements qui se constituent comme des sujets dans l'interaction sociale mais les préjugés, et, dans la société bolivienne, les préjugés ont une connotation ethnique et donc raciste, ce que le sociologue bolivien Fernando Calderón qualifie de « dialéctica de la negación del otro como imposibilidad de ciudadanía »⁷.

³ PNUD Bolivia, *Informe nacional sobre desarrollo humano 2007. El estado del Estado en Bolivia*, La Paz, 2007, 554 p.

⁴ La crise de la « democracia pactada » éclate avec de grandes manifestations sociales (Guerre de l'eau 1999-2000 ; Guerre du gaz (octobre 2003) contre le modèle économique néo-libéral et donne de la visibilité à de nouveaux acteurs contestataires, comme le MAS.

⁵ www.presidencia.gob.bo/discursos1.

⁶ Nom donné du Palais présidentiel à La Paz suite à un incendie qui détruit l'édifice à la fin du XIX^e siècle.

⁷ CALDERON Fernando, *La fuerza política de las culturas*, Plural/CESUUMSS, Cochabamba, 2010, p.101.

Les facettes de la discrimination sont variées. Il peut s'agir, par exemple, de mots de la vie quotidienne que l'on reproduit dans l'espace public. Si le terme « indigène » a, aujourd'hui, des connotations positives dans l'espace discursif politique (peuples indigènes, droits indigènes, territoires indigènes, etc.), le terme « indien », en revanche, est péjoratif et fait référence à une taxinomie dans laquelle les Indiens (qu'ils soient quechuas, aymaras, guaranis, etc.) se situent au bas de l'échelle de l'imaginaire de la hiérarchie sociale indépendamment de la condition économique ou du niveau d'éducation des individus. Le pouvoir politique était donc un espace réservé aux élites « blanches ». Lors du discours d'investiture de son second mandat, le 22 janvier 2010, Evo Morales qualifiait sa victoire comme étant celle de la fin de l'ère de discrimination initiée en 1825, avec la fondation de la République : « Un Estado colonial que se va y un Plurinacional que llega » et illustrait ce changement par la configuration bigarrée de l'Assemblée plurinationale. Les secteurs sociaux jadis exclus et discriminés participent désormais pleinement à la vie politique dans toutes les instances étatiques tant administratives que législatives⁸.

I.1 Le Mouvement vers le socialisme (MAS) : un parti atypique

En 2005 le Mouvement vers le socialisme (MAS) obtient la majorité des voix aux élections générales. En 2009, il gagne le Parlement (Assemblée législative et Sénat) et pratiquement toutes les postes de gouverneurs et presque tous les exécutifs des institutions issues de la réforme territoriale des autonomies face à une opposition pratiquement inexistante. Le MAS et son leader, Evo Morales, ne font rapidement plus qu'un : « Somos Mas. Somos pueblo », « El MAS es Evo. Evo es el MAS » sont les principaux slogans dès que le parti gagne les élections parlementaires avec 4 sièges en 1997 avant de devenir la

⁸ À ce sujet voir : MORENO MORALES Daniel E., « Percepciones de la población indígena en tiempos de cambio », in *Estado Plurinacional, institucionalidad y ciudadanía*, 'CORDOVA Eduardo (comp.), UMSS, CESU, Cochabamba, 2011, p.101.

seconde force électorale aux élections de 2002 et de porter à la présidence son leader, Evo Morales, pour un second mandat, en décembre 2009, avec « Evo cumple ».

Le MAS est un parti atypique. Son leader l'est également. La relation singulière que l'un et l'autre entretiennent avec les mouvements sociaux au-delà de leur appartenance commune au mouvement *cocalero* caractérise leur fonctionnement comme force d'opposition dans le passé et, aujourd'hui, comme force de gouvernement. La création du MAS remonte aux années dix-neuf cent quatre-vingt. Elle s'appuie sur les syndicats *cocaleros* et sur la volonté de créer « un instrument politique » pour la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB)⁹. C'est cette initiative qui est à l'origine du mouvement et qui lui confère certains traits qui ne permettent pas de faire la différence entre le parti et le syndicat : une structure territorialisée, la prise de décision au cours d'assemblées (*ampliados*), le choix des candidats aux postes exécutifs et politiques à partir de leur trajectoire syndicale ou, à tour de rôle (à l'exception d'Evo Morales), au cours d'assemblées auxquelles participent militants et affiliés au syndicat mais absence d'élections internes¹⁰. Cette organisation singulière pour un parti a également des incidences sur l'action politique de la formation qui combine le travail parlementaire avec des initiatives de pression extraparlémentaires par les syndicats (barrages de routes, marches, grèves de la faim, etc.). C'est cette extrême ambiguïté, parfois conflictuelle, des stratégies de lutte du MAS avec la démocratie représentative qui en fait la marque¹¹.

le MAS : un parti de gauche nationaliste avec une base paysanne et des revendications ethno-culturelles. Le discours du MAS associe plusieurs codes idéologiques récupérés de la gauche bolivienne dont le réductionnisme de classe et essentiellement ouvrier des partis marxistes. Il fait aussi une critique du néolibéralisme en s'appropriant le nationalisme étatique du passé qu'il renforce par un anti-impérialisme d'affrontement direct à la politique nord-américaine d'éradication des plantations de coca. Sa position par rapport aux hydrocarbures a eu des aspects « légalistes » jusqu'à son arrivée au pouvoir. Par exemple, le MAS, en 2004, a soutenu le gouvernement de Carlos Mesa pour l'organisation d'un référendum sur ce sujet contrairement à d'autres forces politiques de gauche qui prônaient la nationalisation sans expropriation des investissements étrangers. De fait, le MAS est devenu la principale force politique du pays non seulement à cause de son imbrication avec les mouvements sociaux mais parce qu'il a su assumer une position modérée dans des conjonctures critiques : en juin 2005, il a été à l'initiative d'un accord multipartite pour canaliser les demandes sociales et résoudre ainsi la crise en exigeant des élections générales anticipées. C'est cette modération qui lui a attiré l'électorat de la classe moyenne urbaine¹².

Par ailleurs, même s'il a recours à des revendications ethno-culturelles, son discours n'assume pas un projet indigéniste excluant comme l'a fait le MIP¹³ avec sa proposition de « nation aymara » et d'autres postures millénaristes qui prônent la « refondation » de la Bolivie en un Qollasuyo. La récupération de la notion ethno-culturelle ne s'oppose pas au nationalisme mais donne une nouvelle signification à la notion de peuple – le sujet révolutionnaire des discours populistes et nationalistes – avec la notion de « peuples

⁹ HARNECKER Marta, FUENTES Federico, *MAS IPSP, Instrumento político que surge de los movimientos sociales*, Centro Internacional Miranda, CREART, La Paz, 2008, p.107.

¹⁰ ZEGADA Marie Teresa, TORREZ Yuri F., CAMARA Gloria, *Movimientos sociales en tiempos de poder. Articulaciones y campos de conflicto en el gobierno del MAS*, Centro Cuarto Intermedio, Plural, La Paz, 2008.

¹¹ Le décret du *gasolinazo*, décembre 2010.

¹² MAYORGA Fernando, *Antinomias. El azaroso camino de la reforma política*, CESU, Cochabamba, 2009.

¹³ MIP, « Movimiento Indígena Pachakuti » de Felipe Quispe, inspiré par le katarisme intransigeant, qui stigmatise le multiculturalisme et prône un mouvement exclusivement aymara et une « República india » par opposition à celle des « Q'ara » (les Blancs et les métis).

indigènes » comme étant des unités qui font partie d'une nation bolivienne multiethnique et plurinationale. Ce n'est pas un « mouvement vers le socialisme » mais un parti de gauche nationaliste sur des bases paysannes et avec des revendications ethnico-culturelles¹⁴.

En réalité, pour le mouvement *cocalero*, avec Morales à sa tête, il s'agissait, d'une part, de défendre le droit des paysans à cultiver la feuille andine millénaire même si on l'associait au narcotrafic et, d'autre part, de démontrer qu'il n'avait aucun lien avec la transformation de la feuille de coca en cocaïne¹⁵. Ce combat qui, au départ, était essentiellement corporatiste, de luttes pour la survie des familles de paysans *cocaleros*, acquiert une dimension symbolique : la résistance culturelle, la défense d'une véritable identité indienne. Dès que le MAS utilise comme slogan « causachun coca », « vive la coca », il devient le cri d'union de tous les mouvements sociaux boliviens et prend une dimension nationale¹⁶.

Enfin, ce discours est aussitôt associé à la rhétorique anti-impérialiste et s'éloigne de son origine strictement sectorielle pour élargir son influence à l'ensemble de la société. C'est un discours plus souverainiste qui englobe d'autres mouvements sociaux (la *Coordinadora del agua*¹⁷, les enseignants, etc.) et d'autres revendications. D'organisation sociale, le MAS devient parti politique qui, lui-même, se transforme dans l'expression d'un peuple perçu comme « homogène » et porte-parole de la volonté de la Bolivie « réelle ». Il est l'interprète exclusif et monopolisateur de ce peuple sur l'échiquier politique (et électoral). Il est l'acteur collectif : « Somos pueblo » qui représente "l'être national" et qui a la capacité de s'exprimer publiquement de façon homogène.

I.2 ... pour un leader atypique : « Evo »

Evo Morales réunit en sa personne les caractéristiques du discours du MAS à cause, d'une part, de son rôle de dirigeant à la tête des syndicats *cocaleros* et de son parcours politique dans la gauche syndicaliste et partisane et, d'autre part, parce qu'il est le premier président indien. Il perd rapidement son nom de famille. Il se transforme en Evo à la fois familièrement proche de tout un chacun et symbiose des Boliviens. Son nom de famille n'est plus indispensable. Son prénom suffit à lui donner une identité.

“¿Quién es Evo ? Evo soy yo”. C'est ce message que diffusait la propagande électorale lors des premiers mois de la première mandature d'Evo Morales (2006) au moyen de gigantesques affiches dans les villes et les villages boliviens. Il est le chef, il est le *caudillo* parce qu'il est le premier président indigène pour les Boliviens mais également pour le reste du monde.

¹⁴ GARCIA YAPUR Fernando.L., “Sistema de gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia » in, *Estado, Ampliación de la democracia y disputa política (Bolivia-2000-2010)* (Cord. MAYORGA Fernando), Vol. 1, UMSS, CESU, 2012, p. 83.

¹⁵ C'est toujours le combat d'Evo Morales dans toutes les instances internationales.

¹⁶ CASEN Cécile, SOMMERER Erwan, « Le peuple et la coca. Populisme *cocalero* et restructuration de l'échiquier politique bolivien », in *Le populisme en Amérique et en Europe : origines, stratégies politiques et leaders (XIXe siècle à nos jours)*, in AMNIS, N° 5, p.33-47, Brest, 2005.

¹⁷ Instance *ad hoc* créée en plein conflit de la Guerre de l'eau qui opposa la population de Cochabamba à la multinationale nord-américaine Betchel qui avait obtenu la concession du marché de l'eau. Voir l'analyse des acteurs de la Coordinadora : OLIVERA Oscar, GUTIÉRREZ Raquel, *Nosotros somos la Coordinadora*, Fundación Abril/Textos rebeldes, La Paz, 2008. Également, HOFFMANN Sabine, ROZO Bernardo, TAPIA Luis, Viaña Jorge, *La reconstrucción de lo público. Movimiento social, ciudadanía y gestión del agua en Cochabamba*, AOS-IUED, Muela del diablo, La Paz, 2006.

Campagne électorale de 2009. Villa Tunari. Chaparé. Photo. C. Delfour

Comme le souligne Fernando Mayorga, Evo Morales a une image « globale » - locale et globale - parce que « la identidad y la demanda indígena se construyen sobre la fractura histórica provocada por la conquista y la colonia española pero se enlaza con la crisis del estado nacional y con los debates internacionales sobre ciudadanía multicultural¹⁸ ».

Les revendications ethniques et les mobilisations paysannes et indiennes s'invitent dans les années 90 dans les réunions des organismes internationaux (ONU, OIT) et dans des manifestations anti-globalisation (Forum social mondial). Evo Morales, grâce à sa condition d'indigène, de *cocalero* et de représentant de la « société civile » est déjà une figure importante dans ces espaces internationaux et a acquis, aujourd'hui, par les urnes, un statut de « chef d'État ».

À la différence d'autres chefs d'États latino-américains, (à l'exception de Lula au Brésil), Evo Morales vit dans ces deux mondes avec sa propre personnalité. C'est ce qui explique sa présence dans les médias internationaux, les séries d'ouvrages, d'articles¹⁹ et de films dédiés à sa personne. Il engrange des avantages politiques non négligeables parce que

¹⁸ MAYORGA Fernando, *Antinomias*, op.cit., p. 114.

¹⁹ Par exemple : GARCIA LINERA Alvaro, "El evismo : lo nacional popular en acción", in : Observatorio social de América Latina, n°19, Buenos Aires, 2006; Emilio, *Ciudadano X . La historia secreta del evismo*, Editorial El País, Santa Cruz, 2008 ; PINEDA Francisco, *Evo Morales : el cambio comenzó en Bolivia*, Almuzara, Córdoba, 2007; MURUCHI Poma, *Evo Morales : de cocalero a presidente de Bolivia*, Flor de Viento Ediciones, Barcelona, 2008 ; SIVAK Martin, *Jefazo. Retrato íntimo de Evo Morales*, Editorial El Pais, Santa Cruz, 2008; STEFANONI Pablo, DO ALTO Hervé, *Evo Morales de la coca al Palacio. Una oportunidad para la izquierda indígena*, Malatesta, La Paz, 2006.

le soutien international – officiel et non étatique – à son gouvernement ne peut être remis en question et ne dépend (pour le moment) ni des actions et des résultats de sa gestion gouvernementale ni de la signification de sa présence dans les espaces de pouvoir mais de sa stature politique. Il est le symbole de l'altérité. À l'étranger, Evo est « l'autre ». Son image, sa peau, ses vêtements, son style, son langage, bref tout ce que le leader représente, sont des données plus vraisemblables de la quête de reconnaissance et de justice historique des paysans originaires que tous les discours et programmes politiques qu'il peut prononcer ou exposer. Il n'est pas une pièce de musée. Il est un Président élu au suffrage universel.

Même si Evo représente pour le monde globalisé « el otro », il en est, sur la scène nationale, l'autoreprésentation. Il incarne la majorité sociale de la population transformée en majorité politique dont le MAS est devenu l'instrument d'un modèle inédit de gouvernance : l'État « plurinational communautaire²⁰ ».

Ajoutons quelques éléments complémentaires pour définir le leadership d'Evo. Tout d'abord, son parcours personnel. Enfant, il accompagne son père travailleur saisonnier en Argentine, puis devient lui-même migrant et colonisateur en abandonnant l'Altiplano froid et austère pour les plaines chaudes du Trópico du Chapare comme producteur de coca²¹. Il passe alors du mode d'organisation « communautaire » indien au mode organisationnel du « syndicat » à une période où le Chapare est le centre de tous les conflits entre l'État (aidé par les États-Unis,) engagé dans une stratégie de lutte contre le narcotrafic, et les planteurs de coca. C'est dans ce contexte qu'Evo Morales découvre combien le syndicat peut agir comme mécanisme de médiation entre l'État et la société à l'aune de la tradition national-populaire du syndicalisme du prolétariat minier hérité de la révolution nationaliste de 1952. Il en fera un de ses leviers de conquête du pouvoir.

Ensuite, dans le parcours politique d'Evo Morales, son propre discours sur l'Indien se transforme. Le discours indigéniste est devenu, suite à deux décennies de luttes et de manifestations, un nouveau sujet politique : « los pueblos y naciones indígenas originarios campesinos ». Ce sujet politique est reconnu dans le nouveau texte constitutionnel avec ses droits collectifs, ses us et coutumes, sa justice « communautaire », etc.) réussissant ainsi à transcender les défis strictement identitaires. Le MAS s'inscrit alors dans une dynamique d'ouverture des mouvements indigènes dont la « proposición no se resume a una simple afirmación de sus particularismos ni tampoco a una lógica de la diferencia²² ».

²⁰ MORALES AYMA Evo, *Discurso investidura* (2006), www.Presidencia/gob.bo

²¹ C'est le parcours classique de tout migrant bolivien dans les années 80 et 90 dans lequel la majorité des Boliviens pauvres se retrouve.

²² MAYORGA Fernando, *Antinomias*, *op.cit.*, p. 116.

Campagne électorale de 2009. Cochabamba. Photo C.Delfour

Mais, en même temps, ce nouveau sujet politique est personnifié par Evo qui, dans ses prises de parole, n'apparaît plus négativement comme la victime : « quieren derrocar al indio », « por indio me quieren tumbar »²³ mais, comme le porte-parole d'un projet politique fait de chair et d'os. Aujourd'hui son personnage agit dans le cadre de l'exercice de la présidence. On ne peut plus dissocier la recherche identitaire personnelle de celle de l'homme d'État. Toutes deux s'entremêlent et se réalisent dans la volonté de relier le présent (la refondation du pays) à la mémoire « longue » des luttes contre la « colonialité » et du combat contre le modèle néolibéral dans une sorte de *continuum*²⁴ pour expliquer l'histoire à partir de « lo indígena ».

II. Evo Morales, leader charismatique

La légitimité du leader charismatique renvoie à des raisons que la rationalité ne peut expliquer par sa charge émotionnelle et parce qu'elle met en jeu des aspects symboliques ou identitaires. En ce qui concerne Evo Morales, ces aspects sont essentiels pour comprendre son profil de dirigeant sans écarter bien évidemment les conditions, surtout organisationnelles, particulières à la société bolivienne. Le leader charismatique surgit, comme fait politique, en période de crise. Il disparaît quand la crise passe ou quand le leadership s'articule avec des formes nouvelles de légitimité qui s'institutionnalisent et deviennent pérennes. Certains auteurs parlent alors de « période charismatique ». Nous pourrions, avec Max Weber, définir le leadership d'Evo Morales de « situationnel »²⁵(1) parce que les circonstances de la crise politique ouverte depuis le début des années 2000

²³ MORALES AYMA Evo, *Discurso de investidura*, op.cit.

²⁴ RIVERA CUSICANQUI Silvia, «Oprimidos pero no vencidos». Luchas del campesino aymar y quechwa de Bolivia», 1990-1980, Ginebra, UNRIS, 1986.

²⁵ WEBER Max, *Economie et société* (1922), Pocket, Paris, 2003 ; NORTHOUSE, Peter G., dir., *Leadership. Theory and Practice*, SAGE, 2009.

(Cf. partie 1) ont été, d'une part, le levier de son ascension au pouvoir et, d'autre part, parce que sa personnalité de dirigeant syndicaliste contestataire a été transformée par son ascension au pouvoir comme porteur d'un projet de transformation politique. (2) Le comportement de l'électorat changeant, en grande partie lassé par les partis traditionnels, le mouvement paysan et indigène devient l'acteur unique sur la scène politique bolivienne, porteur d'un projet de société partagé avec la CSUTCB et les organisations des peuples indigènes des « Tierras bajas » (partie orientale de la Bolivie appartenant au bassin amazonien)²⁶. Le leadership d'Evo Morales se construit sur la base de ces deux formes d'organisations : celle du syndicat paysan et celle des organisations indigènes dont les frontières sont particulièrement poreuses et floues en matière de prise de décision et d'autorité²⁷.

Le rôle d'Evo Morales est l'expression de cette double appartenance : il est à la fois chef du parti (MAS) et président de la Fédération des travailleurs paysans du Tropique de Cochabamba, c'est-à-dire de l'organisation qui regroupe les fédérations de planteurs de coca de cette région. Son élection à la présidence n'a pas modifié son rôle de dirigeant syndical. Il en est toujours, aujourd'hui, le président. Les directives données par Evo Morales sont déterminantes dans les décisions conjoncturelles et tactiques du parti et ont été largement, en amont, approuvées par les organisations syndicales. Mais c'est Evo Morales qui a le dernier mot²⁸.

Certes, le leader charismatique doit constamment être en capacité de répondre aux exigences matérielles et symboliques des individus qui le soutiennent. Dans ce sens, les espoirs des Boliviens, lors de la campagne électorale de 2005, sont énormes :

La asamblea constituyente es participación ciudadana y justicia social, es el escenario de un nuevo pacto social » « Queremos nuevas leyes, justas y adecuadas, y sobre todo que la nueva Constitución se cumpla para que incida en nuestra vida ». « Somos aymaras, mestizos, cambas y collas : somos diversos pero ante todo somos bolivianos ». « A pesar de los conflictos somos optimistas, queremos cambio y Bolivia está cambiando »²⁹.

Evo est sans cesse happé par l'urgence de répondre aux espoirs déposés en lui. Il est en situation d'instabilité permanente dans le leadership allant, parfois, jusqu'à le remettre en question. Il agglutine, autour de sa personne, une sorte de coalition d'acteurs sociaux et politiques qui se retrouvent symboliquement en lui en agissant en alliés du MAS au gouvernement et, d'organisations indigènes qui, selon les circonstances, soutiennent ou exercent des pressions sur ce même gouvernement qu'elles ont élu³⁰. Evo reconnaît lui-même la complexité de son leadership et ses limites. Il déclare toujours qu'il « commande en obéissant » pour paraphraser le commandant Marcos du mouvement « zapatiste » du Chiapas, qu'il est « le président des mouvements sociaux » mais c'est lui qui a le mot de la

²⁶ GARCIA LINERA Alvaro (coord.), *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política*, Plural, La Paz, 2008, p.130 et suivantes pour le CSUTCB et p.215 et suivantes pour la Confederación de los pueblos indígenas del Oriente Boliviano (CIDOB).

²⁷ GARCIA LINERA Álvaro, « Condición obrera y formas sindicato en Bolivia », in *Bolivia en movimiento. Acción colectiva y poder político*, ESPASANDIN LOPEZ Jesús e IGLESIS RURRION (coords), Ed. El Viejo Topo, Madrid, 2006, p. 140-141.

²⁸ ORELLANO AILLON Lorgio, « Cuestión nacional y autonomía relativa del Estado », in *Estado y modelo de desarrollo e inclusión social (Bolivia-2000-2010)*, (Coord. MAYORGA Fernando), vol. 2, UMSS, CESU, Cochabamba, 2012, p. 32.

²⁹ INFORME NACIONAL SOBRE EL DESARROLLO HUMANO, *El estado de la opinión : los bolivianos, la Constitución y la Constituyente*, PNUD, La Paz, Bolivia, 2007.

³⁰ Marité ZEGUEDA, ... *op.cit.*, p.79.

fin maniant avec habilité une rhétorique radicale et des mesures jusqu'à présent plutôt modérées.

III. De dirigeant politique à acteur de son propre destin : Evo au cinéma

La filmographie autour de la personnalité d'Evo Morales Ayma est considérable³¹ : des documentaires de cinéastes boliviens et latino-américains qui « laissent parler » l'homme politique/syndicaliste et une fiction *Evo Pueblo* du cinéaste bolivien Tonchy Antezana. Dans *Cocalero* (2009) le cinéaste argentin, Alejandro Landes, filme les 90 jours qui précèdent la victoire inespérée de décembre 2005. On y voit Evo Morales, spontané, filmé dans sa vie quotidienne de candidat, haranguant les foules dans des meetings, exposant, un peu guindé, le programme électoral du MAS devant les autorités militaires, prenant un café au petit matin, seul en compagnie de sa responsable de la communication, au marché à peine ouvert d'un village du Chaparé, soucieux de sa coupe de cheveux chez son coiffeur à La Paz, échangeant avec ses camarades *cocaleros*, affrontant avec sérénité les insultes racistes de l'opposition à l'aéroport de Santa Cruz et racontant, pour la énième fois, son enfance misérable sur l'Altiplano. Dans ce documentaire, Evo est un homme du peuple, un dirigeant syndicaliste que le cinéaste ne peut pas encore transformer en mythe, ce qu'il deviendra, une fois élu premier président indien.

Dans *Presidentes de Latinoamérica* (2009) du cinéaste bolivien, Jorge Sanjinés, le sénateur argentin, Daniel Filmus, dialogue au palais présidentiel avec Evo Morales, récemment élu. Cette séquence s'insère dans un documentaire en cinq volets consacré à la nouvelle gauche latino-américaine élue en ce début de XXI^e siècle : Correa (Equateur), Chávez (Vénézuëla), Lula (Brésil), Lugo (Paraguay) et Morales (Bolivie), cinq personnages emblématiques de ce nouveau type d'hommes politiques progressistes qui n'appartiennent pas aux élites politiques traditionnelles. Dans le cas bolivien, la sensibilité particulière qu'exprime Evo Morales autour des problématiques ethniques et la gratitude pour la confiance qu'ont déposé en lui, par les urnes, les marginaux de l'histoire nationale, sont autant d'éléments révélateurs de l'émergence des mouvements paysans ethnico-identitaires et donnent une épaisseur particulière au personnage.

C'est ce même Jorge Sanjinés qui, prédisant le destin, hors du commun, du dirigeant *cocalero*, présentait, en octobre 2003, Evo Morales, comme « participe de la *epopeya aymara*³² » initiant, ainsi, le grand récit mythifié d'Evo. Mais c'est dans un court-métrage de 30 minutes, *Volveré y seré millones* (2008) que Jorge Fuentes, cinéaste cubain, développe le mythe d'Evo à partir de l'origine géographique d'Evo - l'Altiplano, un des *synu* de l'empire inca, et de son origine aymara, le peuple élu. Evo est ainsi représenté comme la réalisation du mythe de l'Inkarri Jacha Uru ou la dernière prémonition de Tupak Katari : « volveré y seremos millones ».

Cependant la construction du mythe d'Evo Morales ne se bâtit pas uniquement sur le seul fait d'être indien ni sur une interprétation messianique de son élection à la plus haute magistrature de l'État en tant que représentant du peuple aymara (Jorge Sanjines) mais, elle se conçoit également à partir de son activité de *cocalero*. La feuille de coca est devenue le symbole de la souveraineté nationale. Ces vingt dernières années, la coca, après avoir été la raison principale des demandes sectorielles, notamment celles des syndicats de paysans du

³¹ *Abya Yala es nuestra/Abya Yala nous appartient* (2007) de Patrick Vanier ; *Volveré y seremos millones* (2008) de Jorge Fuentes ; *Presidentes de Latinoamérica* (2009) de Jorge Sanjinés ; *Evo Cocalero* (2009) de Alejandro Landes ; *Evo Pueblo* (2010) de Tonchy Antezana (fiction).

³² ZAPATA Sergio, « Evo en el cine », in *Nueva Crónica*, Plural, 15-28 de enero de 2010, p.16.

Tropique de Cochabamba, est devenue le cheval de bataille politique de tous les paysans, pas uniquement des *cocaleros*, après la répression brutale dont ils ont souffert au cours des années quatre-vingt-dix. Sergio Zapata remarque que ³³:

La hoja de coca funge como signo aglutinador de demandas no sólo del sector campesino, sino de los marginados del sistema económico : miles de mineros, de empleados de las empresas estratégicas del Estado y las masas migrantes rurales que no logran integrarse en los núcleos urbanos.

La coca, la feuille sacrée, devient, tout à la fois, le symbole du “pasado largo” des peuples « originario campesinos » auxquels appartient Evo Morales mais également l’emblème des luttes syndicales des fédérations de *cocaleros* qu’Evo contrôle. Le dirigeant, d’origine aymara, figure enfin le continuum du combat des peuples indiens depuis cinq cent ans avec le mythe inca. C’est ce que l’anthropologue Eduardo López met en scène dans *Inal, sagrada y profana* (2008) où il présente la multiplicité de sens de la feuille de coca, tout à la fois symbole culturel et sacré et, aujourd’hui, symbole politique du syndicalisme paysan et de la création de l’Instrument Politique Pour la Souveraineté des Peuples (IPSP). Eduardo López Jorge Fuentes, Jorge Sanjines concourent à la transformation/mutation d’Evo en mythe³⁴.

Evo Pueblo (2010), film de Tonchy Antezana, est une sorte de « fiction-biographie non-autorisée » pour reprendre la définition du cinéaste. Ce que révèle le film c’est bien la construction du mythe à partir de la naissance presque miraculeuse du héros dans l’extrême

³³ *Ibid.*

³⁴ Dans *Hartos Evos aquí hay* (2007) Manuel Ruiz Montealegre et Héctor Franco ont tenté de comprendre ce personnage cocalero-aymara-paysan-socialiste-subversif, presque devenu un mythe.

pauvreté d'une cahute en torchis de l'Altiplano jusqu'au palais présidentiel. Morales n'est pas uniquement le syndicaliste qui devient président mais c'est l'aymara pauvre, migrant, aux emplois multiples (joueur de trompette, apprenti boulanger, planteur de riz, *cocalero*) qui rêve de devenir un joueur de foot célèbre, qui s'installe au Chaparé en tant que *colono* pour survivre. Il est aussi celui qui mène un combat de tous les jours dans un pays d'incapables et d'ignorants, divisant ainsi la Bolivie de façon dichotomique entre le monde réel et le monde des possibles. Tonchy Antezana raconte que, lors du tournage à Villa Tunari, la ressemblance entre l'un des deux acteurs (Cf. photo infra) qui incarnent Morales à l'écran et Evo, le président, était telle que la personne qui avait en charge l'intendance ce jour-là croyait que c'était le président qui faisait le film, personne ne pouvant ressembler ni se substituer à « el presidente Evo ».

Valerio Queso y Vidal Ortega, les acteurs d'*Evo Pueblo*. Photo. C.Delfour

Le personnage d'Evo Morales revêt aussi d'autres significations dans le cinéma bolivien. Il est alors une sorte de « contexte folklorique et politique » de la nouvelle filmographie bolivienne et contribue à articuler ou donner sens à des productions cinématographiques. Dans *Zona Sur* (2009), Juan Carlos Valdivia décrit la décadence de la classe dominante et de sa jeunesse dorée (*los jailones*) et aveugle face aux changements dans le contexte de la victoire du MAS. Le cinéaste prend comme métaphore d'un monde qui disparaît et un autre monde qui émerge la vie quotidienne des habitants d'une villa d'un quartier résidentiel du Sud de la ville de La Paz. Marco Loyza dans *El estado de las cosas* (2006) et Anna Kalashnikova avec *I'm Bolivia* (2006) commencent également à percevoir et à comprendre les transformations qui sont en marche en Bolivie.

Enfin, le discours sur l'interculturalité qui émerge en Amérique latine depuis le début du XXI^e siècle, revêt une inflexion singulière en Bolivie parce qu'il s'agit d'un discours associé à Evo Morales, on parle d'un « discurso evista » qui passe par des créations humoristiques avec, d'une part, *Sena Quina* (2005) de Paolo Agazzi où le personnage principal interpelle une photographie d'Evo Morales avec un « si me fallas, cagas », quelques mois avant les élections de 2005 et, d'autre part, avec succès dans *¿Quién mató a la llamita blanca?* de Rodrigo Bellot (2006) dont le discours interculturel se construit sur l'urgence irrépensible de l'Histoire celle d'en finir avec l'invisibilité, le racisme et la subalternité des acteurs d'une société pluriculturelle.

Evo Morales est l'allégorie nationale pour la majorité de la population. Il n'est pas seulement un Indien, il est le résultat d'un pays fait de chair et d'os. C'est ce que montre le cinéaste Tonchy Antezana dans *Evo Pueblo* alimentant le mythe. Evo est le dépositaire d'une cosmovision, d'une culture et d'une résistance politique et historique. Il est le symbole des marginaux de l'Histoire qui envahit les écrans et d'acteurs de l'histoire de la Bolivie qui

concourent à la construction d'un nouveau récit national dans le cadre du « grand récit » bolivien.